

Art. 19. — Pour la réalisation de son objet et l'atteinte des objectifs qui lui sont assignés, le conservatoire est doté par l'Etat d'un fonds initial, fixé par arrêté conjoint du ministre chargé des finances et du ministre chargé de l'environnement.

Art. 20. — La comptabilité est tenue en la forme commerciale conformément aux lois et règlements en vigueur.

Art. 21. — Le conservatoire est soumis au contrôle de l'Etat, exercé par les institutions et organes compétents de contrôle, en conformité aux lois et règlements en vigueur.

Art. 22. — Les ressources du conservatoire sont constituées par :

— les contributions de l'Etat liées à la réalisation des sujétions de service public ;

— le produit des prestations réalisées par le conservatoire ;

— les dons et legs ;

— les emprunts.

Les dépenses du conservatoire comprennent :

— les dépenses d'équipement ;

— les dépenses de fonctionnement.

Art. 23. — Le contrôle des comptes est assuré par un ou plusieurs commissaires aux comptes désignés par le ministre chargé des finances.

Art. 24. — Le rapport annuel d'activité et le rapport du commissaire aux comptes sont adressés, après approbation du conseil d'administration, par le directeur général du conservatoire au ministre chargé des finances et au ministre chargé de l'environnement.

Art. 25. — Le conservatoire dispose d'un patrimoine constitué de biens transférés, acquis ou réalisés sur fonds propres ainsi que des dotations et subventions qui lui sont accordés par l'Etat. La valeur de ces actifs figure à son bilan.

Art. 26. — Le présent décret sera publié au *Journal officiel* de la République algérienne démocratique et populaire.

Fait à Alger, le 8 Jomada Ethania 1423 correspondant au 17 août 2002.

Ali BENFLIS.

DECISIONS INDIVIDUELLES

Décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002 mettant fin aux fonctions d'un directeur d'études à la Présidence de la République (Secrétariat général du Gouvernement).

Par décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002, il est mis fin aux fonctions de directeur d'études à la Présidence de la République (Secrétariat général du Gouvernement), exercées par M. Mohamed Salah Dehane, appelé à exercer une autre fonction.

★

Décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002 mettant fin aux fonctions d'un directeur à la Présidence de la République (Secrétariat général du Gouvernement).

Par décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002, il est mis fin à compter du 1er juin 2001 aux fonctions de directeur à la Présidence de la République (Secrétariat général du Gouvernement), exercées par M. Maamar Brahmi, appelé à exercer une autre fonction.

Décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002 mettant fin aux fonctions d'un sous-directeur à la Présidence de la République (Secrétariat général du Gouvernement).

Par décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002, il est mis fin aux fonctions de sous-directeur à la Présidence de la République (Secrétariat général du Gouvernement), exercées par Melle Yamina Ramdani, appelée à exercer une autre fonction.

★

Décrets présidentiels du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002 mettant fin aux fonctions de sous-directeurs à la direction générale de la garde communale.

Par décret présidentiel du 21 Jomada El Oula 1423 correspondant au 1er août 2002, il est mis fin, à compter du 27 juin 2000, aux fonctions de sous-directeur de la planification et du budget à la direction générale de la garde communale, exercées par M. Saïd Hadj Rabah, appelé à exercer une autre fonction.